

Ce qui change dès le 1^{er} avril en France voisine

Grand Genève Pneus d'hiver, aides sociales, prix du gaz, produits à la nicotine: plusieurs nouveautés entrent en vigueur. Tour d'horizon.

Aymeric Dejardin-Verkinder

Découvrez les nouveautés administratives et légales qui entrent en vigueur à compter de mercredi en France. Les Suisses et les frontaliers domiciliés dans l'Hexagone sont aussi concernés.

— Pneus d'hiver

L'obligation d'équipement des véhicules en pneus d'hiver, chaînes ou chaussettes, en vigueur dans une trentaine de départements montagneux, dont les Alpes et le Jura, prend fin au 31 mars. Elle reprendra le 1^{er} novembre 2026.

— Trêve hivernale

Active depuis le 1^{er} novembre dernier, la trêve hivernale se termine ce 31 mars, marquant la reprise des expulsions locatives, notamment pour impayés. En 2025, plus de 30'000 ménages ont été expulsés, rappelle «Le Figaro».

— Aides sociales

À partir du 1^{er} avril, plusieurs aides sociales augmentent de 0,9%, en ligne avec l'inflation moyenne observée en 2025. Cette revalorisation annuelle concerne notamment le revenu de solidarité ac-



Ester Paredes

Le barème de l'impôt est relevé de 0,9% en 2026, en ligne avec l'inflation.

tive (RSA), l'allocation aux adultes handicapés (AAH), l'aide personnalisée au logement (APL), ainsi que d'autres prestations destinées aux ménages les plus modestes.

Concrètement, le RSA atteint désormais 653,33 euros par mois, tandis que l'AAH passe à 1042,62 euros. Les montants de l'APL et des allocations familiales évoluent aussi, mais restent variables selon les revenus, la com-

position du foyer et la situation de logement.

— Déclaration d'impôt sur le revenu

Dès le 9 avril, les contribuables pourront consulter, vérifier et compléter leur déclaration de revenus 2025 préremplie en ligne sur impots.gouv.fr. La version papier reste possible pour les personnes qui ne peuvent pas ef-

fectuer cette formalité sur internet. Cette déclaration permet de calculer l'impôt sur le revenu. La date limite tombera entre fin mai et début juin selon le département de résidence.

En 2026, le barème de l'impôt est relevé de 0,9%, en rapport avec l'inflation. Applicable aux revenus perçus en 2025, il reste progressif, avec plusieurs tranches d'imposition: 0% jusqu'à 11'600 euros; 11% de 11'601 à 29'579 euros; 30% de 29'580 à 84'577 euros; 41% de 84'578 à 181'917 euros; 45% au-dessus de 181'917 euros.

— Prime d'activité

Dès mercredi, la prime d'activité est augmentée d'environ 50 euros par mois en moyenne. Inscrite dans la loi de finances pour 2026, cette mesure vise à soutenir le pouvoir d'achat des travailleurs aux revenus modestes. Environ 3 millions de personnes sont concernées par cette hausse.

Le montant accordé continue de varier selon la situation de chaque foyer. Les revenus du bénéficiaire ne doivent toutefois pas dépasser les 2000 euros net mensuels pour une personne seule et 3450 euros net mensuels pour un

Plusieurs produits nicotinés à usage oral seront interdits dès ce mercredi, notamment les sachets de nicotine, les billes, certaines gommes, pastilles et liquides.

couple avec deux enfants dont un seul membre travaille.

— Prix du gaz

Au 1^{er} avril 2026, le prix repère du gaz naturel recule légèrement par rapport à mars, avec une baisse de 0,70%. Cela représente environ 0,1 centime de moins par kilowattheure, selon les estimations du médiateur national de l'énergie.

En moyenne, le prix repère s'établit désormais à 0,139 euro par kWh TTC. Il atteint 0,135 euro pour les usages liés à la cuisson et à l'eau chaude, contre 0,104 euro par kWh TTC pour les foyers qui utilisent le gaz pour se chauffer.

— Produits à base de nicotine

Plusieurs produits nicotinés à usage oral seront interdits en France dès ce mercredi, notamment les sachets de nicotine (aussi appelés «pouches»), les billes, certaines gommes, pastilles et liquides. Cette mesure vise à limiter des produits jugés particulièrement attractifs pour les jeunes et susceptibles d'entraîner une forte dépendance.

En revanche, cette interdiction ne concerne pas les substituts nicotiniques utilisés pour arrêter de fumer, comme certains médicaments ou dispositifs médicaux.

— Chèque énergie

Le chèque énergie sera distribué dès mercredi aux foyers éligibles, avec un calendrier différent selon les départements. Dans l'Ain et en Haute-Savoie, l'envoi est prévu entre le 13 et le 20 avril.

Cette aide, versée automatiquement à de nombreux ménages modestes, sert à régler des dépenses d'électricité, de gaz ou de bois de chauffage. Son montant varie selon les ressources et la composition du foyer. En 2025, il allait de 48 à 277 euros.

En Russie, le financement de la guerre étrangle les entreprises

«C'est devenu intenable» Depuis le 1^{er} janvier, une hausse de la fiscalité, décidée pour rétablir les finances publiques, pousse des milliers de PME russes au bord de la faillite.

Alain Barluet («Le Figaro»)

Dans sa boulangerie, Denis Maximov se serre le cou d'une main pour mimer sa situation financière: il est étranglé par les taxes, comme beaucoup de dirigeants de PME russes, tout particulièrement depuis le début de l'année. Ces petits patrons subissent en effet la nouvelle réforme fiscale mise en place le 1^{er} janvier dernier pour renflouer le budget et financer la guerre en Ukraine de Vladimir Poutine.

«Avant, je payais seulement une patente de 120'000 roubles par an (environ 1170 francs), à laquelle je pouvais même appliquer certaines réductions. Mais depuis janvier, je suis assujéti à un impôt mensuel de 350'000 roubles (environ 3420 francs)», explique ce solide gaillard de 49 ans à la barbe fournie. «Vous vous rendez compte? Ma charge fiscale a été multipliée par trente-cinq ou quarante», se désolait-il.

Il y a huit ans, Denis Maximov a inauguré sa première boulangerie, à Joukovski, dans le sud-est de Moscou. Avec son épouse, au prix d'un travail d'arrache-pied, il a pu depuis en ouvrir d'autres à Krasnovo, autre localité de la grande banlieue de la capitale russe. C'est là qu'il nous reçoit, dans un magasin clair et récemment rénové qui porte le nom d'une de ses filles, Machenka: pains divers, croissants, tartes, sandwiches, pirojkis (petits pâtés fourrés à la viande, au poisson ou au chou). Il a une dizaine d'employés au total (payés l'équivalent de 50 francs environ par jour), mais peine à recruter. Et il s'inquiète sérieusement pour l'avenir.

«Notre modèle financier reposait sur une faible imposition et nous permettait de tenir le coup comme cela. Mais avec la nouvelle fiscalité, notre modèle est devenu intenable», insiste-t-il. Le patron boulanger explique: «Depuis le début de l'année, nous sommes soumis à ce que l'on appelle le système fiscal simplifié, qui impose le paiement de 6% du chiffre d'affaires plus 5% de TVA. Par conséquent, la charge fiscale totale est passée à 11% de notre chiffre d'affaires total. Dans ces conditions, nous ne pouvons plus nous développer.»

Une PME sur dix pourrait être directement affectée

Jusqu'à cette année, seules les entreprises réalisant plus de 60 millions de roubles de chiffre d'affaires (environ 585'730 francs) devaient s'acquitter de la TVA. Mais ce seuil d'exonération vient d'être abaissé à 20 millions de roubles (quelque 195'240 francs) et Denis Maximov a été rattrapé par l'hydre fiscale, comme nombre de petits patrons.

«Cette réforme n'est pas une mesure temporaire, mais un changement de paradigme. L'ère de la fiscalité préférentielle touche à sa fin», analyse un bon observateur de l'économie russe. Une entreprise sur dix dans le pays pourrait être directement affectée.

La Russie compte 6,8 millions de PME employant 15 millions



Dans le centre de Moscou, de nombreuses devantures sont en berne. Les dirigeants d'un tiers des PME russes envisagent de fermer ou de vendre, selon une étude récente. AFP/Kirill Kudryavtsev

de personnes. Des petites entreprises qui façonnent l'économie et le visage des villes: boulangeries, cafés, commerces de détail et de services, boutiques en ligne, ateliers de couture et de réparation, petits transporteurs... Et le secteur redoute de servir de vache à lait pour renflouer le déficit budgétaire de l'État fédéral qui s'est creusé de 60%, atteignant l'équivalent de 54,6 milliards de francs (5600 milliards de roubles).

Il suffit de se promener dans les rues de Moscou pour mesurer, au nombre de restaurants fermés et de vitrines occultées, l'ampleur des dégâts parmi le petit commerce. Plusieurs facteurs se sont accumulés: le ralentissement de la croissance et de la consommation, l'augmentation des taxes et de la fiscalité locale. Le taux

«Vous vous rendez compte? Ma charge fiscale a été multipliée par trente-cinq ou quarante.»

Denis Maximov
Patron d'une petite chaîne de boulangeries à Moscou

de base de la TVA a été porté au 1^{er} janvier de 20 à 22%.

«À cause des taux d'intérêt directeurs élevés, prendre un crédit devient trop onéreux; or beaucoup de petites entreprises y avaient recours deux fois par an pour constituer leurs stocks», relève un entrepreneur français demeuré à Moscou. Et pour couronner le tout, le blocage d'internet dans les grandes villes russes, ces dernières semaines, complique sérieusement les affaires.

Dans ces conditions, les experts anticipent une annus horribilis. Les dirigeants d'un tiers des PME russes envisagent de fermer ou de vendre leur entreprise, selon une étude récente coréalisée par la Haute École en sciences économiques de Moscou et publiée le 11 mars dans le journal «Kommersant». Au quatrième trimestre de l'an dernier, 40% des petites entreprises étaient en mode survie. Au total, 250'000 à 350'000 d'entre elles pourraient être contraintes de baisser le rideau cette année, selon la plateforme de contenus Dzen (créée par le géant Yandex).

Augmenter les prix pour compenser la fiscalité

Denis Maximov place désormais tous ses espoirs en Vladimir Poutine. Il a même fait parvenir au chef du Kremlin une sélection de ses viennoiseries, comme en témoigne une photo accrochée dans son magasin. Et en décembre dernier, lors de l'émission télévisée «Ligne directe», où des citoyens posent des questions au président, il a pu s'adresser directement à lui: «Je comprends la situation du pays et la nécessité de renflouer le budget, mais l'objectif que vous avez fixé ne sera pas atteint avec cette réforme et de nombreux économistes partagent cet avis...» a-t-il ainsi interpellé le chef de l'État, ce qui lui vaut depuis une certaine renommée médiatique.

Début mars, des informations ont fait état de la suspension, pour neuf mois, du paiement de la TVA pour les PME (commerce alimentaire et restauration). Cette décision n'a toujours pas été officialisée. Mais quoi qu'il en soit, Denis Maximov affirme qu'il ne fermera pas boutique. «Je pense que mon entreprise restera rentable, quitte à ce que je réduise ma marge», dit-il.

Pour Alexei Zajiguine, en revanche, propriétaire de Business Style, une chaîne de vêtements professionnels féminins, à Saint-Petersbourg, la situation est alarmante. «Avec la réforme, notre charge fiscale a été multipliée par dix environ. Même si nous ne faisons pas de bénéfices, nous devons payer une somme importante en impôts», explique-t-il. «Actuellement, nos comptes sont dans le rouge, et je couvre le déficit de ma poche», concède le chef d'entreprise. Il avait sept magasins, il a dû en fermer deux. «Nous devons sans doute réduire la taille du réseau et fermer les magasins les moins rentables», dit-il avec résignation.

L'équation apparaît en effet insoluble. Les effectifs ont déjà été réduits au minimum. Augmenter les prix? «Pour compenser la hausse fiscale, il faudrait hausser les prix de 20%; on passerait alors dans un segment haut de gamme qui est supérieur au nôtre», souligne Alexei Zajiguine. Les clients ne suivraient pas. Augmenter ses prix ferait immédiatement baisser les ventes, explique l'entrepreneur. Comme beaucoup d'autres, il est sans illusion: «Dans la bataille pour attirer des consommateurs au pouvoir d'achat en baisse, le commerce de détail subit une pression implacable des plateformes de vente en ligne.»

Erdölpreis: Die Uhr tickt

Folgen des Kriegs Während am Persischen Golf die Raketen fliegen, wird Öl auf dem Weltmarkt immer knapper. Endet der Krieg nicht bald, drohen deutlich höhere Preise – und ein Einbruch der Konjunktur.

Simon Schmid

Manche sprechen von einer tickenden Zeitbombe. Andere ziehen das Bild eines anrollenden Tsunamis herbei. Und nochmals andere vergleichen den aktuellen Ölmarkt mit einem Tiramisu, das scheibenweise aufgeessen wird.

Welches Sprachbild sie auch immer bemühen: Analysten warnen derzeit sehr deutlich davor, dass es bald zu dramatischen Verwerfungen kommt, sollte der Krieg zwischen den USA und dem Iran nicht bald ein Ende finden.

Welches sind die Überlegungen, die sie dabei anstellen? Und welche Folgen hätte es für die Weltwirtschaft, wenn sich die Befürchtungen bewahrheiten?

1 Das blockierte Öl am Persischen Golf

Am Ausgangspunkt aller Analysen steht die Strasse von Hormuz. Durch diese Meerenge am Persischen Golf wurde bisher rund ein Fünftel des weltweit geförderten Erdöls verschifft. Seit im März der Krieg ausgebrochen ist, haben nur noch wenige Tanker das Nadelöhr durchfahren.

Rund 20 Millionen Fass Erdöl pro Tag sind davon betroffen. Unter normalen Umständen würde diese Ölmenge via Hormuz an Raffinerien auf der ganzen Welt ausgeliefert. Seit einem Monat haben diese Lieferungen grösstenteils nicht stattgefunden. Dadurch hat sich das Überangebot, das vor dem Krieg am Markt herrschte, rasch abgebaut – und in eine Mangellage verwandelt.

2 Zwischenlösungen schaffen Abhilfe

Private und staatliche Akteure haben auf verschiedene Weise versucht, dem Mangel entgegenzuwirken. Saudiarabien exportiert etwa einen Teil seines Erdöls statt über den Persischen Golf neu übers Rote Meer. Und die USA lassen zu, dass der Iran – der die Strasse von Hormuz für andere Schiffe sperrt – weiterhin eigenes Öl durch die Meerenge auf den Markt bringt. So reduziert sich die blockierte Ölmenge auf rund 13 Millionen Fass pro Tag.

Über die Internationale Energieagentur haben die westlichen Staaten zudem ein koordiniertes Anzapfen ihrer Ölnotvorräte veranlasst. Zudem haben sie Erdöl aus Russland und dem Iran, das sich bereits auf hoher See befindet, von Sanktionen befreit. Wie Ökonomen der Bank J. Safra Sarasin berechnet haben, reduziert sich der Ausfall dadurch auf 7 Millionen Fass pro Tag.

Die Entspannung ist aber nur vorübergehend. Das liegt vor allem daran, dass bald andere Quellen wegfallen: Die letzten Tanker aus dem Persischen Golf, die vor Kriegsbeginn die Strasse von Hormuz durchquert haben, treffen etwa Anfang April in Asien ein. Am 10. April wird Europa letztmals beliefert, einige Tage später die USA.

Wie der Rohstoffexperte Giovanni Staunovo von der UBS erklärt, wird die Versorgung der Raffinerien, die aus Erdöl Produkte wie Benzin oder Diesel herstellen, immer schwieriger. «Raffinerien haben meistens



Der Ölpreis in Dollar pro Fass hat sich schon fast verdoppelt – und könnte bald einen historischen Höchststand erreichen. Bildmontage: Michael Rüegg

eine Mindestkapazität von 60 bis 70 Prozent. Wenn der Nachschub unter diese Marke fällt, müssen sie den Betrieb herunterfahren.»

3 Vom Preisschock zum Angebotsschock

Bis anhin war die Situation trotz dieser Schwierigkeiten einigermaßen unter Kontrolle. Einige Länder haben zwar Sparmassnahmen ergriffen. Die Philippinen etwa haben eine Viertagewoche ausgerufen, Thailand drosselt die Kühlleistung von Klimaanlage, Bangladesch rationiert die Benzinverkäufe.

Doch insgesamt ist der Ölpreis noch nicht so stark nach oben ausgeschlagen, wie er angesichts der fehlenden Menge eigentlich müsste. Öl der Sorte Brent wird derzeit zu rund 115 Dollar pro Fass gehandelt und damit noch einiges unter dem Rekord von knapp 150 Dollar im Jahr 2008.

Endet der Krieg im Iran nicht bald, könnte sich das aber ändern. «Bis jetzt handelt es sich um einen reinen Preisschock», sagt Manuel Ferreira, Chefstra-

tege bei der Zürcher Kantonalbank. «Öl wird zu höheren Preisen gehandelt, aber die Liefermengen sind grösstenteils noch vorhanden.»

Schon in naher Zukunft könnte es dagegen zu echten Knappheiten kommen. Das heisst: Es gibt weniger Erdöl, das überhaupt gehandelt und geliefert werden kann. «Dann ist ein ganz neuer Punkt erreicht», sagt Ferreira. «Dann sprechen wir zusätzlich von einem Angebotsschock.»

4 Es muss Nachfrage zerstört werden

An diesem Punkt kommen die 7 Millionen Fass wieder ins Spiel, die derzeit ausfallen. Weil der Verbrauch von Erdöl nicht grösser sein kann als das Angebot, muss irgendjemand bald auf den Rohstoff verzichten. Oder im Analystenjargon: Es muss Nachfrage zerstört werden.

Damit das passiert, muss der Preis von Öl weitersteigen. Wie stark, hat der Ökonom Raphael Olszyna-Marzys von der Bank J. Safra Sarasin abgeschätzt. Ihm zufolge müsste Erdöl ungefähr

130 bis 150 Dollar pro Fass kosten, um den globalen Markt ins Gleichgewicht zu bringen.

Bei einem solchen Preis würden Verbraucher auf einiges verzichten – etwa auf Freizeitbeschäftigungen wie Fliegen. Anderes wie etwa das tägliche Pendeln würden sie hingegen beibehalten, auch wenn es teurer würde. Schwellenländer würden ihren Erdölverbrauch zudem schneller herunterfahren als Industrieländer, weil sie weniger Geld haben.

Erdöl kommt aber nicht nur im Auto- oder Flugverkehr zum Einsatz. Es steckt auch in sehr vielen Produkten, vom Fleecepullover über die PET-Flasche bis zur Bodylotion. Wenn diese Dinge wegen der Ölknappheit teurer werden, hat das entsprechende Folgen für die ganze Volkswirtschaft.

5 Ölschock führt zu Stagflation

Einerseits dürfte sich die Konjunktur verlangsamen. Das Büro Capital Economics hat dazu ein Szenario berechnet: Ihm zufolge droht in den USA und in Europa

zwar keine Rezession, aber das Wachstum sinkt deutlich.

Andererseits dürften die Preise steigen. Sollte der Irankrieg andauern, würde die Teuerung besonders in Europa steigen. Es würde zwar nicht ganz das Niveau nach der russischen Invasion in der Ukraine erreichen, aber deutlich über das 2-Prozent-Ziel der Notenbanken hinausschiessen.

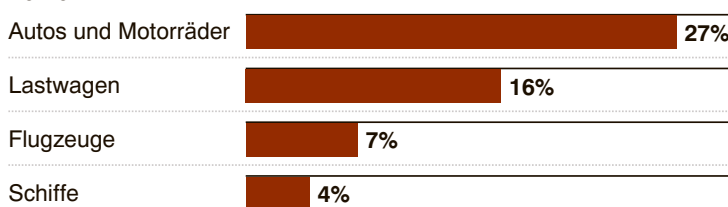
Darum haben sich die Aussichten auch in der Schweiz eingetrübt, wie das KOF-Institut am Montag mitteilte. Dessen Konjunkturbarometer, das einen Frühindikator für die Wirtschaftsaussichten darstellt, fiel überraschend um fast 8 Punkte auf 96,1 Punkte. Der langjährige Durchschnitt liegt bei 100 Punkten.

Ob die schlimmsten Szenarien eintreffen, dürfte sich bald weisen. Kurz nach Ostern will US-Präsident Donald Trump entscheiden, ob er mit der iranischen Regierung einen Deal abschliesst – oder die nächste Eskalationsstufe im Irankrieg zündet.

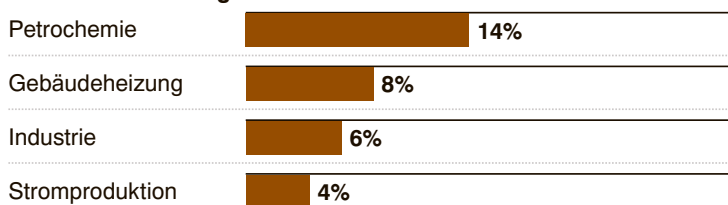
Verkehr ist der wichtigste, aber nicht der einzige Verbrauchszweck von Öl

Globale Verwendung des produzierten Erdöls

Verkehr



Andere Verwendungen



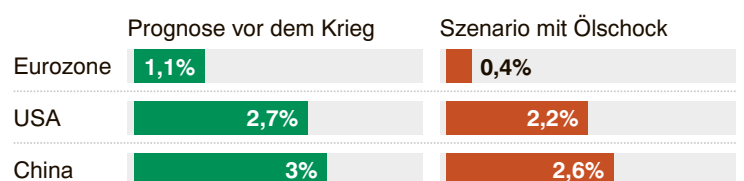
Angaben fürs Jahr 2022. Weitere 14 Prozent entfallen auf verschiedene andere Verwendungszwecke.

Grafik: ssc / Quelle: UBS

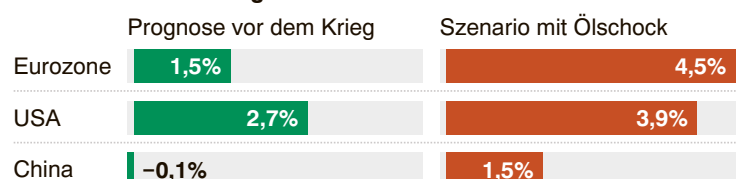
Ohne baldiges Abkommen drohen einschneidende Wirtschaftsfolgen

Mögliche Auswirkungen des Kriegs

Wirtschaftswachstum im Jahr 2026



Konsumententeuerung im Jahr 2026



Ölschock-Szenario beinhaltet, dass der Ölpreis bis Ende Jahr über 120 Dollar pro Fass bleibt

Grafik: ssc / Quelle: Capital Economics



Actuellement, l'impôt sur le tabac rapporte environ 2 milliards de francs par an à la Confédération. Samuel Schalch/Tages-Anzeiger

Le paquet de cigarettes passera-t-il bientôt à 12 francs?

Tabac et politique Une intervention vert'libérale relance le débat sur le tabagisme, dont les conséquences pèsent jusqu'à 5 milliards de francs par an sur le système de santé.

Konrad Staehelin

La Suisse est un paradis pour les fumeurs et l'industrie du tabac. Les réglementations sur la publicité et les zones sans fumée y sont moins strictes qu'à l'étranger. Les taxes sur les cigarettes figurent également parmi les plus basses d'Europe. Les Vert'libéraux veulent changer la donne avec une intervention déposée il y a deux semaines.

Avec un salaire moyen d'environ 7000 francs brut par mois, les travailleurs suisses pourraient s'offrir près de 800 paquets de Marlboro Red à 9 francs l'unité. En Autriche, ce chiffre tombe à moins de 500, en Allemagne à 400 et en France à 250. Autrement dit, rapportées au pouvoir d'achat, les cigarettes restent bon marché en Suisse. Ce n'est pas une question de prix absolu – la France est d'ailleurs le seul pays voisin où les cigarettes coûtent plus cher. La raison? Les salaires suisses élevés.

La politique helvétique se trouve face à un dilemme: d'un côté, les salaires élevés ne doivent pas rendre les produits plus chers qu'à l'étranger. Sans quoi les Suisses n'y gagneraient rien.

D'autre part, les cigarettes ne peuvent pas être comparées à des crèmes pour la peau ou à des chaussures. La collectivité paie jusqu'à 5 milliards de francs par an pour compenser les absences des fumeurs malades et financer leurs traitements dans un système de santé basé sur la solidarité. Selon la recherche, une hausse de 10% du prix des cigarettes réduirait la consommation et, à long terme, les coûts pour la collectivité de 4%.

L'impôt sur le tabac contesté

C'est pourquoi le prix des cigarettes diffère de celui des autres produits: pour les marques les plus courantes, les taxes repré-

sentent aujourd'hui 60% du prix de vente en Suisse.

Au-delà de la protection de la santé, les recettes fiscales ont poussé de nombreux pays à augmenter fortement les taxes ces dernières années. En France, par exemple, le prix d'un paquet a plus que doublé depuis 2012, pour atteindre environ 13 euros.

En Suisse, en revanche, les cigarettes coûtent toujours presque le même prix qu'en 2013. Depuis, le parlement n'a voté qu'une seule fois pour augmenter les taxes sur les cigarettes: en 2016, une majorité de centre droit a néanmoins rejeté une proposition portée par la gauche et allant dans ce sens.

Jusqu'à présent, la ligne de conflit était habituelle: la gauche veut augmenter l'impôt, la droite s'y oppose. Avant les élections fédérales de 2023, Philip Morris International, le plus grand groupe de tabac du monde, dont le siège est à Lausanne, a versé 35'000 francs au PLR et à l'UDC (ndlr: 35'000 francs à chacun des partis). Les partis l'ont indiqué sur la plateforme de la Confédération consacrée au financement de la politique.

«Ces subventions montrent de manière exemplaire comment l'industrie du tabac protège ses intérêts par des dons aux partis et par sa proximité politique», commente l'Association suisse pour la prévention du tabagisme à Berne. Celle-ci est largement financée par le fonds de prévention du tabagisme, lui-même alimenté par les taxes sur les cigarettes payées par les fumeurs.

Le conseiller national Andreas Glarner (UDC/AG) est l'un des plus actifs dans la lutte contre une augmentation des taxes sur le tabac. «Nous ne sommes certainement pas le bras armé de l'industrie du tabac, assure-t-il. Nous votons ainsi parce que cela correspond à nos convictions.» Pour lui, l'objectif est de mainte-

nir des prix bas pour les consommateurs. La politique devrait cesser d'essayer d'éduquer les gens par le biais des taxes, estime-t-il.

Adapter le prix du tabac

Ces dernières années, le PLR et l'UDC ont martelé le même argument: la Confédération ne doit pas augmenter ses recettes, mais réduire ses dépenses. Depuis 1991, le budget fédéral a en effet progressé près de 50% plus vite que la performance économique par habitant.

Le centre gauche adopte une position moins stricte. Dans leur dernière intervention, les Vert'libéraux souhaitent inciter le Conseil fédéral à augmenter les impôts sur le tabac pour que «le prix des cigarettes, corrigé en fonction du pouvoir d'achat, corresponde à peu près au niveau des pays voisins».

Le montant de l'augmentation nécessaire est une question d'interprétation. Si l'on se base uniquement sur le nombre de paquets qu'une personne peut acheter avec un salaire moyen, le prix en Suisse devrait dépasser 17 francs.

La cheffe du groupe vert'libéral, Corina Gredig, tient en revanche compte du niveau de prix généralement plus élevé en Suisse. Le paquet passerait ainsi à 11 ou 12 francs, selon ses calculs. «Une augmentation plus importante n'aurait aucune chance politique et entraînerait des effets secondaires indésirables», dit-elle.

Plus d'une personne sur cinq

Dans un rapport publié fin 2025, la Confédération signale le risque d'une augmentation de la contrebande et d'une intensification du tourisme d'achat. Corina Gredig entend lutter contre ce dernier en abaissant également la limite des importations hors taxes, actuellement fixée à 250 cigarettes par personne et par jour.

Actuellement, l'impôt sur le tabac rapporte environ 2 milliards de francs par an à la Confédération. Cette somme tend à diminuer: le nombre de fumeurs baisse et une partie d'entre eux se tourne vers des produits de substitution moins taxés, comme les cigarettes électroniques. Aujourd'hui, un bon cinquième de la population suisse fume encore. Dans la plupart des pays européens, cette proportion est plus élevée.

La Confédération utilise ces recettes pour cofinancer sa part des dépenses de l'AVS, en forte croissance. Si elle augmentait l'impôt sur le tabac pour faire passer le prix du paquet à 12 francs, elle encaisserait environ 500 millions de francs supplémentaires, selon les estimations.

C'est probablement Le Centre qui décidera du sort du projet de Corina Gredig. Par le passé, le parti a tantôt voté avec la gauche, tantôt avec la droite sur les questions liées au tabac. Certains parlementaires du parti estiment que les chances d'obtenir le soutien du Centre pour de telles recettes supplémentaires sont aujourd'hui plus élevées qu'auparavant.

Cela s'explique aussi par le fait que son conseiller fédéral Martin Pfister cherche de l'argent pour développer l'armée. De plus, l'initiative en suspens du parti visant à supprimer le plafonnement des rentes pour les couples mariés coûterait de nouveau des milliards à l'AVS. Pour l'instant, une augmentation de la TVA et des charges salariales sont en ligne de mire, comme pour le financement de la 13^e rente AVS. «Au lieu de recourir encore une fois au même moyen, il serait temps d'envisager d'autres options en complément», estime Corina Gredig.

Traduction: Olivia Beuchat

Quelque 600 millions de déficit dans le «projet de budget bis» de l'État pour 2026

Finances En décembre, les députés ont retoqué le projet, ce qui a obligé l'Exécutif à en élaborer un nouveau. Un exercice «coûteux et vain».

Rachad Armanios

Ce lundi, le Conseil d'État a présenté un nouveau projet de budget 2026 assez semblable à celui retoqué en décembre par le Grand Conseil. Le déficit s'élève à 599,4 millions de francs – contre 687 millions il y a trois mois.

Conséquence de la non-entrée en matière de décembre, l'État fonctionne avec les douzièmes provisoires. Cela obligeait l'Exécutif à présenter dans les trois mois un «projet de budget bis», selon une disposition légale de 2023 que le Conseil d'État propose déjà d'abolir. Car l'exercice, coûteux (environ 500'000 francs) et énergivore (cinq cent cinquante jours de travail par personne), a été «vain», déplore Nathalie Fontanet, conseillère d'État responsable des Finances.

«La majorité parlementaire demeure identique et dans un délai si court, les 300 millions de francs d'économies qui l'inciteraient à voter le budget ne se trouvent pas sous le sabot d'un cheval. On a



Quatre membres du Conseil d'État, lors de la présentation de lundi.

cherché la baguette magique, on ne l'a pas trouvée.»

Plan d'économies

Rappelant qu'il présentera en juin un plan d'économies pour freiner durablement la croissance des charges, le Conseil d'État a nul espoir que les députés entrent en

matière sur ce projet de budget bis. D'ailleurs, la conférence de presse n'était pas terminée que Le Centre pronostiquait à 99,9% les chances de finir l'année aux douzièmes provisoires.

Nathalie Fontanet souligne que le déficit résulte d'un déséquilibre marqué entre la hausse

des charges (+436,8 millions, soit +4% par rapport au budget 2025) et celle des revenus (+93,1 millions, soit +0,9%). En cause, la forte hausse des charges contraintes, liées à la croissance démographique, au vieillissement de la population ou encore à la hausse des prestations sociales, des coûts de la santé et de la contribution à la péréquation intercantonale.

Davantage de dépenses

Reste que le déficit a un peu diminué grâce à des perspectives fiscales moins pessimistes qu'à la fin de 2025. L'Exécutif avait alors dû compter avec 254 millions de moins que prévu dans le projet initial, un montant ramené à 154 millions.

Le projet de budget bis table sur 8,825 milliards de recettes fiscales (-37 millions par rapport au budget 2025). Ces recettes «demeurent globalement solides», note Nathalie Fontanet, mais elles ne permettent pas de compenser la hausse soutenue des dépenses».

Celles sur les personnes physiques sont en hausse (+145 millions), sachant que les baisses d'impôts entrées en vigueur en 2025 amputent ces revenus d'environ 450 millions de francs. Le Canton table sur une baisse des recettes fiscales des entreprises de 10% (-201 millions), en lien avec la péjoration du commerce de gros.

Selon le magistrat Vert Nicolas Walder, la croissance devrait demeurer modeste à Genève. Vu l'instabilité de l'économie mondiale liée aux guerres au Moyen-Orient et en Ukraine, la prudence est de mise. Son parti évoque au contraire une «prudence excessive». Les crises ne font-elles pas les affaires des négociants de matières premières et donc de Genève? «Tout peut évoluer», répond Nathalie Fontanet.

Les charges (11,328 milliards), elles, augmentent d'abord dans le social (+152 millions): les aides versées par l'Hospice progressent de 70,5 millions et de 36,6 millions pour les subsides maladie. À noter le renforcement du disposi-

tif de protection des mineurs pour 29,3 millions.

Le nombre de postes augmente de 231,8 ETP: 71,8 sont autofinancés par des revenus, 68,8 sont liés à la hausse démographique des élèves et 30 renforcent la police. L'annuité des fonctionnaires (60 millions), elle, n'est pas au menu. Sa suppression compose l'essentiel des économies proposées.

Investissements en hausse

Les investissements nets, à 845 millions, augmentent de 129 millions – un «choix ambitieux», note le Conseil d'État – et serviront à la transition énergétique, au numérique, à la patinoire du Trèfle-Blanc et à de nouvelles lignes de tram. La dette devrait rester stable à 10,2 milliards. Parmi les réactions, LJS refusera cet «air de déjà-vu» et le PLR s'inquiète «de l'absence de mesures structurelles ainsi que de l'augmentation des charges», tandis que le Parti socialiste déplore «une logique d'austérité budgétaire injustifiée».

Le triomphe de l'UDC à Berne prédit un virage à droite en 2027

À 18 mois des élections fédérales Dans le deuxième plus grand canton du pays, le parti agrarien s'envole. Seul le PS fait aussi partie des gagnants. Partout ailleurs, ça recule. Analyse.

Florent Quiquerez Berne

À un an et demi des prochaines élections fédérales, c'est un enseignement en forme de prédiction qui est sorti des urnes bernoises. Lors des élections cantonales de ce dimanche, l'UDC a fait un carton. Seul autre gagnant: le PS. Et si ces résultats doivent être pris au sérieux au niveau suisse, c'est que Berne n'est pas n'importe quel canton.

Deuxième plus grand confédéré du pays, tant en termes de population que de territoire, Berne est à la fois un canton ville – avec sa capitale, mais aussi les agglomérations de Bienne et Thoune – et un canton campagne avec le Seeland, l'Emmental et l'immense Oberland. Et comme Berne est en plus positionné de part et d'autre du Röstigraben, on peut le considérer comme un canton-test.

Ce qui s'est passé ce week-end ici a donc de réelles chances de se reproduire lors du grand oral d'octobre 2027. Si c'est le cas, la Suisse fera face à un virage à droite et une plus grande polarisation. Analyse en quatre points.

— L'UDC tutoie la barre emblématique des 30%

Avec une hausse de 3,5%, l'UDC bernoise atteint 29,3%. Il faut s'arrêter sur ce chiffre. Il rappelle en effet le 29,4% réalisé par l'UDC Suisse lors des élections fédérales de 2015. Cette année-là, le parti agrarien avait fait le meilleur résultat de son histoire. Et comme tous les sondages montrent que l'UDC a le vent en poupe, elle peut rêver d'atteindre en 2027 la barre emblématique des 30%.

À Berne, l'UDC provoque à elle seule un glissement à droite du parlement cantonal. Surtout, le parti grappille des voix partout ailleurs au Centre ou au PLR, affirmant ainsi son rôle incontestable de patron du bloc bourgeois.

Comment expliquer ce succès? «Il y a des éléments structurels et d'actualité, répond Manfred Bühler, conseiller national et président de l'UDC bernoise. Notre parti, qui a pu – à une époque relativement lointaine – un peu slalomer assume désormais une ligne claire. Avec la majorité bourgeoise du gouvernement, nous avons défendu une politique financière rigoureuse, qui permettra des baisses d'impôt. Nous incarnons aussi la sécurité. Un élément important alors que des manifestations pro-Gaza ont dégénéré à Berne. Je pense enfin que le triste contexte international nous a aidés. Quand la géopolitique mondiale est instable, l'électorat se tourne vers les partis conservateurs.»

— **Le PS, vraie force de gauche**
Ce qui est toutefois marquant à Berne, c'est le clivage ville-cam-



Le nouveau conseil cantonal bernois, élu le 29 mars, avec (de g. à dr.): Reto Müller, Astrid Baertschi, Evi Allemann, Pierre Alain Schnegg, Philippe Müller et Raphaël Lanz. Keystone

«Les partis qui gagnent sont ceux qui ont une ligne politique claire. Dans ce monde multicrise, la population veut savoir quelles réponses on propose.»

Samuel Bendahan
Conseiller national (PS/VD)
et coprésident du groupe PS

pagne. Si l'UDC doit sa victoire aux régions rurales, un autre parti sort gagnant de ces élections: le PS, plébiscité dans les centres urbains. Il progresse de 1,9 point de plus qu'en 2022. Avec 21,1% des voix, il s'affirme comme la première force d'opposition à l'UDC.

Reste que cette victoire ne fait pas vraiment les affaires de la gauche dans son ensemble, puisque les écologistes reculent précisément de 1,9 point. Il y a donc visiblement eu un mécanisme de vases communicants. «Lors des élections communales à Zurich début mars et celles de dimanche à Berne, le PS a compensé – en termes de sièges – davantage que les pertes écologistes, rétorque Samuel Bendahan (VD), coprésident du groupe PS. Les thèmes importants pour la gauche comme le pouvoir d'achat résonnent donc auprès des gens.»

Comment expliquer le succès PS, seul parti à gagner avec l'UDC? «Les partis qui gagnent sont ceux qui ont une ligne politique claire, répond le Vaudois. Dans ce monde multicrise, la population veut savoir quelles réponses on propose. Or, on peine à voir la position des partis du centre droit.»

Samuel Bendahan refuse toutefois de parler d'une polarisation à venir pour 2027. «Pour moi, polarisation veut dire radi-

calisation. Si cela vaut pour l'UDC qui ne cesse de faire des propositions extrêmes, cela ne tient pas pour le PS. Nous avons prouvé depuis longtemps que nous pouvions travailler toutes les forces respectant la démocratie et les droits fondamentaux.»

— Le recul sans fin des Verts

Après ses déboires lors des communales dans les cantons de Vaud et de Fribourg, la question n'était pas de savoir si les Verts allaient reculer, mais de combien. À Berne, ils perdent 1,9%. Un mauvais résultat que ne permet pas de compenser la très belle élection au gouvernement d'Aline Trede, présidente du groupe parlementaire écologiste sous la Coupole.

Le constat est sans appel, même si le parti, par la voix de sa présidente, Lisa Mazzone (GE), réagissait ainsi hier soir à l'annonce de cette victoire: «Nous vivons un nouveau succès important pour les Verts, trois semaines à peine après l'élection de Balthasar Glättli à l'Exécutif de Zurich.»

Car au recul des Verts s'ajoute aussi celui des Vert'libéraux. Dans le canton de Berne, où ils sont traditionnellement plus forts qu'ailleurs (le président national, Jürg Grossen, est Bernois) c'est une diminution de 1,1 point. Soit la deuxième baisse

la plus forte avec les écologistes. Indépendamment que les réponses soient de gauche ou du centre droit, on voit bien que c'est la question écologiste au sens large qui ne porte plus.

— Le match dans le match entre Centre et PLR

Dernièrement enseignement de ce scrutin bernois: la difficulté pour les forces situées au centre droit de l'échiquier politique de résister à cette montée en puissance de l'UDC d'un côté et du PS de l'autre. Le PLR perd 1 point, Le Centre 0,9 (sans compter le recul de ses alliés du Parti évangélique: 0,5).

Pour ces deux partis, la pilule est d'autant plus amère à avaler qu'au niveau du gouvernement bernois, leurs candidats ont cartonné. La centriste Astrid Bärtschi termine en tête, et largement, de l'élection au Conseil d'État. Quant au PLR Philippe Müller, il termine troisième.

Centre et libéraux-radicaux étant traditionnellement moins fort en terres bernoises que dans le reste de la Suisse, il est toutefois difficile de présager quel sera l'impact de ces résultats en 2027. Reste qu'avec un recul quasi similaire, le match dans le match qu'ils jouent pour devenir le 3^e parti du pays – et ainsi avoir deux conseillers fédéraux – reste plein de suspense.

Le réchauffement climatique perturbe le fonctionnement écologique du lac

Toujours pas de brassage complet du Léman

Environnement ▶ La Commission internationale pour la protection des eaux du Léman (Cipel) dresse «un bilan contrasté» des résultats du rapport scientifique 2025. Les eaux du lac continuent de se réchauffer et n'ont pas été entièrement brassées pour le quatorzième hiver de suite. Toutefois, plusieurs améliorations sont aussi signalées, notamment la baisse «historique» du phosphore.

Le brassage hivernal n'a atteint qu'environ 140 m sur les 309 m de profondeur maximale du Léman, a indiqué hier la Cipel. Et de rappeler qu'il faut des hivers froids et des épisodes venteux marqués pour effectuer des brassages complets, soit des conditions qui deviennent plus rares avec le réchauffement climatique.

Cette situation engendre «un déficit persistant» en oxygène dans les eaux profondes ainsi qu'une «diminution progressive» des nutriments dans les couches de surface, «indispensables au phytoplancton et à l'ensemble de la chaîne alimentaire», écrit la Cipel dans son communiqué.

Autre constatation de la Cipel: les eaux de surface se sont réchauffées de 1,7 degré par rapport à la période de référence 1991-2020. Il s'agit d'un écart record depuis 1991.

Les températures moyennes saisonnières ont aussi été «constamment supérieures aux normes mensuelles». La température moyenne au fond du lac a atteint 6,5 degrés, un autre record historique, conséquence d'une augmentation continue de 0,1 degré depuis 2012.

Pour la Cipel, cela confirme, encore une fois, que le fonctionnement écologique du lac subit «des transformations profondes» en raison du changement climatique.

Phosphore en baisse

Les résultats du rapport scientifique 2025 ne sont toutefois pas tous négatifs. La Cipel relève ainsi que «plusieurs objectifs» sont atteints. Parmi ces réussites, elle se réjouit que la



La baisse du phosphore fait partie des réussites notées par la Commission internationale pour la protection des eaux du Léman (Cipel). KEYSTONE

concentration en phosphore ait «fortement diminué» pour atteindre un niveau «encore inimaginable il y a vingt ans». Cela constitue «une étape majeure» dans la restauration du Léman, poursuit la commission.

«En réduisant le phosphore, nutriment clé pour la croissance du phytoplancton, les épisodes d'efflorescences algales ont fortement diminué et la qualité de l'eau s'est nettement améliorée», souligne la Cipel.

La construction et l'amélioration des stations d'épuration, l'interdiction des phosphates dans les détergents ou encore la réduction des apports agricoles expliquent cette baisse de la concentration de phosphore. Celle-ci est passée de près de 100 µg/L de phosphore total en

La température moyenne au fond du lac a atteint 6,5 degrés, un autre record historique

1978 à 15,6 µg/L en 2024, son niveau le plus bas depuis 1970.

Malgré la «réduction historique» du phosphore, «une vigilance écologique soutenue reste indispensable face aux pressions actuelles», entre changement climatique, espèces invasives et pollutions invisibles telles que les micropolluants et les microplastiques, prévient l'organisation franco-suisse.

Moules quagga plus grosses

En matière de micropolluants justement, 256 substances ont été détectées: 144 pesticides, 60 résidus de médicaments, 21 éléments traces inorganiques et 31 autres composés organiques, dont les PFAS.

Ces résultats montrent «une situation globalement stable»,

sans dépassement des critères de qualité. Plusieurs substances sont toutefois «à suivre de près», en particulier le 1,2,4-triazole, récemment mis en évidence dans le Léman et qui fera «l'objet d'un suivi renforcé».

Parmi les autres enjeux majeurs, la moule quagga modifie aussi «profondément» le fonctionnement écologique du Léman. Celle-ci a colonisé le lac jusqu'à 250 m de profondeur, avec une couverture quasi complète des substrats jusqu'à 30 m, prévient la Cipel.

Si la densité et la biomasse totales apparaissent «globalement stables» entre 2022 et 2024, l'augmentation de la taille moyenne des coquilles «confirme le maintien d'une biomasse très élevée, estimée à environ 800 000 tonnes». **ATS**

Benjamin Rosch

Über diesen Grundsatz stritt das Parlament lange. Wie unabhängig vom Ausland soll die Schweiz beim Strom sein? Unter dem Eindruck einer drohenden Energiemangellage debattierten National- und Ständerat monatelang ein neues Gesetzeswerk, das die Schweizer Energieversorgung sicherstellen soll. Am Ende stand darin die Maxime: «Der Import von Elektrizität im Winterhalbjahr soll netto den Richtwert von 5 Terawattstunden nicht überschreiten.» Ein wichtiger Satz, den das Parlament ganz an den Anfang des riesigen Schweizer Strom-Erlasses stellte, gleich unter dem Titel: «Zweck, Ziele und Grundsätze».

Bürgerliche Schwergewichte im Ständerat wie Beat Rieder (Mitte) und Martin Schmid (FDP) hatten auf eine solche Formulierung gepocht. Sie argumentierten unter anderem mit der Befürchtung, die Schweiz könne sich erpressbar machen vom Ausland, wenn sie nicht selber genügend Strom produziere.

Importziele deutlich verfehlt

Nach einem deutlichen Ja der Stimmbewölkerung im Juni 2024 trat das Stromgesetz vor etwas mehr als einem Jahr in Kraft. In diesen Tagen geht das erste Winterhalbjahr unter dessen Gültigkeit zu Ende. Und bereits jetzt zeigt sich: Die Schweiz wird ihre hehren Ziele verpassen. Dies zeigt ein Blick in die öffentlichen Daten der Plattform «Swiss Energy Charts».

Fast 20 Terawattstunden Strom hat die Schweiz demnach zwischen Oktober und März aus dem Ausland importiert. Ledig-

lich etwas mehr als 12 Terawattstunden flossen umgekehrt in die Nachbarländer aus der Schweiz. Macht netto rund 7 Terawattstunden Stromimport – der

Richtwert ist damit deutlich verfehlt. Am meisten Energie bezieht die Schweiz aus Frankreich. Mehr als zehn Terawattstunden stammen aus der Produktion des

westlichen Nachbarn und ein grosser Teil davon aus dessen Kernreaktoren. Nicht wenig Strom fliesst derweil direkt durch die Schweiz nach Italien. Das

Land ist an über 40 Stellen mit dem europäischen Stromnetz verbunden.

Dass die Schweiz im Winterhalbjahr auf nachbarschaftliche



Läuft wieder: Das AKW Gösgen stand zuletzt zehn Monate still.

Bild: Bruno Kissling

Die Schweiz importiert viel zu viel Strom

Das Stromgesetz deckelt ausländischen Strom im Winterhalbjahr auf 5 Terawatt. Dieses Ziel verfehlt die Schweiz bereits im ersten Jahr. Wen kümmert es?

Hilfe angewiesen ist, ist indes nicht neu. Diesen Winter dürfte zudem ins Gewicht gefallen sein, dass mit dem Atomkraftwerk Gösgen ein grosser Pfeiler der eigenen Versorgung wegbrach. Das Kernkraftwerk hatte wegen eines Problems im Speisewassersystem fast zehn Monate stillgestanden.

Richt-, Ziel- oder Grenzwert?

Beim Bundesamt für Energie tut man sich schwer mit der Schweizer Energiebilanz im vergangenen Winterhalbjahr. Es handle sich bei der im Stromgesetz festgelegten Zahl von 5 Terawattstunden «um einen Richtwert, nicht um einen Zielwert», schreibt die Medienstelle auf Anfrage. Um sich sogleich im nächsten Satz zu widersprechen, in dem sie schreibt, dass der Bundesrat «Massnahmen vorschlagen müsste», sollte die Schweiz diesen «Zielwert» mit den bestehenden Mittel nicht erreichen.

Bis jetzt ist davon allerdings wenig zu spüren. Keine Pressekonferenz, keine Energiesparvorschläge und auch das Reservekraftwerk Birr bleibt stumm. Im Gegenteil: In seiner jüngsten Lagebeurteilung kommt das Bundesamt für wirtschaftliche Landesversorgung zum Schluss, um die Energieversorgung der Schweiz sei es gut bestellt. Es seien aktuell «keine Massnahmen in Kraft oder Inkraftsetzungen geplant».

Für die Schweiz und die Bevölkerung sind das wohl gute Nachrichten: Der internationale Strommarkt funktioniert. Für das Parlament hingegen zeigt sich mehr und mehr, dass sich auch dann vortrefflich streiten lässt, wenn am Ende toter Buchstabe resultiert.

La Suisse fait face à cinq cybermenaces majeures

TECHNOLOGIE L'Office fédéral de la cybersécurité (OFCS) a publié hier son dernier rapport semestriel, insistant sur des attaques de plus en plus sophistiquées et personnalisées

ANOUGH SEYDTAGHIA

Messages WhatsApp, e-mails, appels téléphoniques ou encore smartphones insuffisamment mis à jour, les vecteurs d'attaque des cybercriminels sont multiples. Et de plus en plus, ils prennent le temps de mener des agressions numériques personnalisées, afin d'augmenter leurs chances de succès. D'où l'importance, pour les entreprises et les particuliers, d'être non seulement en alerte permanente, mais de mieux protéger ses appareils. Tel est, en substance, le message qu'a voulu transmettre hier l'Office fédéral de la cybersécurité (OFCS).

Il n'y a pas eu d'explosion des signalements de cyberincidents en 2025 auprès de l'office: il y eut 64 733 annonces l'an dernier, soit 3% de plus qu'en 2024. Derrière ce chiffre, qui n'est qu'un reflet de la situation réelle, se cachent toutefois des attaques qui semblent être plus dévastatrices. Les cyberattaques «se caractérisent par une meilleure coordination ainsi qu'une efficacité et une précision en hausse», affirme Florian Schütz, directeur de l'OFCS. Voici cinq tendances repérées ces derniers mois.

1 De redoutables rançongiciels

En octobre dernier, la Confédération alertait sur le groupe de criminels appelé Akira. Environ 200 entreprises suisses avaient alors été victimes d'attaques par son rançongiciel, pour un préjudice de plusieurs millions de francs. En 2025, 138 attaques par *ransomwares*, logiciels chiffrant et volant les données, ont été signalées à l'OFCS. Les hackers du groupe Akira exploitent des failles dans les équipements de cybersécurité SonicWall, notamment les VPN d'entreprise, pour s'introduire dans les réseaux sans autorisation. Ces attaques réussissent surtout parce que de nombreuses organisations tardent à appliquer les correctifs. «La menace que font peser les rançongiciels reste d'autant plus élevée que les groupes criminels sont en mesure d'exploiter très



«Les cyberattaques se caractérisent par une meilleure coordination ainsi qu'une efficacité et une précision en hausse»

FLORIAN SCHÜTZ, DIRECTEUR DE L'OFFICE FÉDÉRAL DE LA CYBERSÉCURITÉ

vite les vulnérabilités ou les accès compromis. Même si à ce jour aucun des groupes connus ne s'en prend spécifiquement à la Suisse, les attaques opportunistes constituent la norme et touchent donc également les organisations suisses», note l'OFCS.

2 Des fraudes financières dévastatrices

Il existe une myriade de types de fraudes. Et en termes de préjudice financier, «le phénomène de la fraude à l'investissement en ligne reste le plus dommageable», déplore l'office. Il y eut 848 signalements liés à ces arnaques en 2025, un chiffre stable. Mais la tendance est à la hausse en ce qui concerne les arnaques à la récupération, où les malfaiteurs cherchent à faire croire aux victimes de fraudes à l'investissement en ligne qu'elles pourront récupérer l'argent volé. Tandis qu'au premier semestre 2025, 145 cas de «fraude au remboursement» avaient été signalés, leur nombre a largement doublé durant la période sous revue, avec 325 cas signalés, avertit l'OFCS.

3 De fausses antennes de téléphonie mobile

L'année passée, une nouvelle forme de diffusion de l'hameçonnage et de la fraude en ligne a été observée pour la première fois en Suisse. Cette technique s'appelle «SMS Blaster»: les cybergres-

seurs se baladent avec un appareil de la taille d'un boîtier d'ordinateur qui se fait passer pour une antenne de téléphonie mobile et incite les téléphones portables situés à proximité à se connecter à lui. Une fois la connexion établie, l'appareil pris pour cible est rétrogradé au protocole 2G obsolète. Les pirates exploitent une vulnérabilité et envoient des SMS contenant différents types d'arnaques. Il faut donc se méfier de tous les SMS reçus: même si des malfaiteurs utilisant des SMS Blaster ont été arrêtés en Suisse, le phénomène ne disparaît pas.

4 Des appareils piratés à distance

Attention à vos modems, routeurs ou même caméras de surveillance: tous ces objets connectés peuvent être contrôlés à distance par des pirates, qui peuvent les utiliser pour mener des attaques contre des tiers, ou infiltrer les réseaux internes de leurs victimes. L'OFCS alerte ainsi sur la menace croissante due aux réseaux proxy ORB (pour *operational relay boxes*) qui touche la Suisse. Le nombre d'appareils compromis faisant partie de ces réseaux ne cesse d'augmenter, note l'office. «La plupart du temps, ces réseaux sont créés et exploités par des organisations spécialisées agissant sur mandat de tiers. Ces derniers disposent ainsi, moyennant rémunération, d'infrastructures prêtes à l'usage (*proxy-network-as-a-service*). Cette solution permet aux acteurs malveillants de dissimuler efficacement l'origine de leurs activités», avertit l'OFCS.

5 Des infrastructures critiques sous pression

Depuis un an, soit le 1er avril 2025, les exploitants d'infrastructures critiques (tels les aéroports, centrales nucléaires ou grandes chaînes de supermarchés) sont soumis à l'obligation de signaler toute cyberattaque dans les vingt-quatre heures. En un an, 325 signalements sont parvenus à l'OFCS. Parmi les attaques les plus fréquemment annoncées, se trouvent le piratage (20%), les attaques par déni de services (qui bombardent les sites de requêtes) (16%), les vols de données d'accès (12%), les malwares (10%), les fuites de données (10%) et les rançongiciels (9%). L'OFCS ne donne pas de détails supplémentaires sur ces attaques. ■